

Le Bulletin de l'EDIEC

Équipe de droit international, européen et comparé - EA n° 4185

SOMMAIRE

ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE EDIEC - 3 ^e TRIMESTRE 2018	2
AGENDA EDIEC 2018	6
Flashback EDIEC 2018	7
VIE INSTITUTIONNELLE EDIEC	8
NOUS SUIVRE SUR LES RÉSEAUX	9

Équipe de droit international, européen et comparé – EA n° 4185

Université Jean Moulin Lyon 3 – **Faculté de Droit**

15 Quai Claude Bernard 69007 Lyon

Adresse postale : 1C Avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : +33 4 78 78 72 51 | Mail : ediec@univ-lyon3.fr | Web : <http://www.ediec.univ-lyon3.fr>

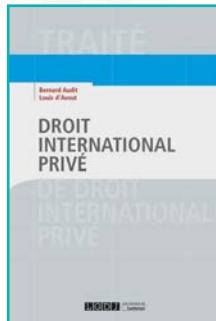
 Facebook |  @ediec_4185

Directrice de publication : Pr. Frédérique Ferrand, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition / réalisation : Véronique Gervasoni, Responsable administrative de l'EDIEC

ISSN : 2778-2425

OUVRAGES



AVOUT (L. d'). - *Droit international privé* (avec B. Audit). – Paris : LGDJ, 2018. – 1214 p.

Résumé de l'éditeur :

Le droit international privé embrasse l'ensemble des relations entre les particuliers (personnes physiques et morales), d'ordre économique ou personnel, qui se nouent au travers des frontières.

Traditionnellement réputée pour la réflexion théorique que suscite son objet principal, les conflits de lois dans l'espace, la discipline a également acquis une importance pratique à la mesure du développement contemporain des échanges internationaux de toute nature.

En introduction sont présentées les sources de la matière, au sein desquelles le droit européen a pris aujourd'hui la place prépondérante, ainsi que les notions fondamentales concernant le droit de la nationalité et le statut des étrangers. La première partie de l'ouvrage traite, d'une part, de la détermination du droit applicable à une situation internationale (principes et méthodes de solution des conflits de lois), d'autre part, du contentieux privé international ou conflits de juridictions dans leurs différents aspects : compétence internationale des tribunaux nationaux, éléments de procédure spécifiques, reconnaissance et exécution des jugements étrangers.

La seconde partie expose l'application de l'ensemble des règles précédentes dans les branches particulières du droit privé, distinguant les relations extra-patrimoniales (personnes et rapports de famille), patrimoniales (biens, délits, contrats, régimes matrimoniaux, successions) et d'affaires (activités internationales des sociétés, procédures d'insolvabilité, arbitrage commercial international).

L'ouvrage a été conçu aussi bien pour les étudiants et jeunes chercheurs, que pour les praticiens. Il est à jour des règlements les plus récents de l'Union européenne.



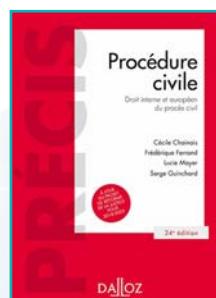
DEBARD (T.) /dir. (avec S. Guinchard). - *Lexique des termes juridiques 2018-2019*. – 26^e éd. - Paris : Dalloz, 2018. – 1144 p.

Présentation de l'éditeur :

Le Lexique des termes juridiques 2018-2019 permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant, ou le professionnel, à la recherche d'une notion inconnue, oubliée ou devenue imprécise, pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste.

Cette 26^e édition met à nouveau en exergue, par le biais d'encadrés, plus de 200 définitions pour lesquelles l'actualité a été forte au cours de l'année écoulée (réforme des obligations, Loi « J 21 »...).

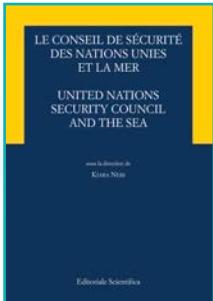
Les références aux codes, de même que les références aux grands arrêts, permettent aux étudiants de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence.



FERRAND (F.). - *Procédure civile. Droit interne et européen du procès civil* (avec S. Guinchard, C. Chainais, L. Mayer). – 34^e éd. – Paris : Dalloz, 2018. – 1 824 p.

Présentation de l'éditeur :

L'ouvrage est à jour des dernières évolutions législatives, jurisprudentielles et réglementaires dans le domaine du procès civil, entendu dans son sens le plus large, incluant les modes amiables de règlement des conflits et l'arbitrage. Il rend compte des décrets qui ont été adoptés en application de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 sur la justice du XXI^e siècle. Il présente la réforme de l'appel et le nouveau régime des exceptions d'incompétence issus du décret n° 2017-891 du 6 mai 2017. Le livre inclut également le projet de Loi de programmation pour la justice 2018-2022 présenté en Conseil des ministres en avril 2018 (extension de la représentation obligatoire, traitement dématérialisé des petits litiges et des injonctions de payer, mesures visant au développement d'une culture des modes amiables de règlement des différends, etc.). De manière plus générale, le livre prend en compte les propositions du gouvernement pour réformer la procédure civile formulées à partir des rapports des cinq chantiers de la Justice remis à la Garde des Sceaux le 15 janvier 2018 – notamment les chantiers relatifs à la transformation numérique, à la simplification et la modernisation de la procédure civile et, enfin, à l'adaptation du réseau des juridictions.



Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea / dir. K. Neri. – Naples : Editoriale Scientifica, 2018. – 320 p.



Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition. – Actes du colloque du 6 juin 2018, organisé par le Centre Paul Roubier, avec le soutien du **CREDIP** / dir. É. Treppoz, Th. Bouvet. – *Propriété industrielle*, septembre 2018, p. 8-36.

Le 6 juin dernier, le Centre Paul Roubier organisait avec le soutien du CREDIP à l'Université Jean Moulin Lyon 3 un colloque consacré au secret d'affaires. L'objectif de ce colloque était d'offrir une analyse exhaustive et prospective de la loi française de transposition, en mêlant les regards des universitaires, des praticiens et des industriels spécialistes de ces questions. La matinée, sous la présidence de Charlotte Montaud, représentant la CNCPI, a ainsi permis de débattre de la protection mise en place par la loi. Au-delà des interventions ici publiées, Jacques Bauviret de Michelin a pu détailler les mesures assurant la préservation du secret d'affaires. L'après-midi, sous la présidence de Eléonore Gaspar (présidente du groupe français de l'AIPPI) fut centrée sur les limites de la protection, pour ensuite selon une logique d'ouverture présenter certains droits étrangers avec, outre l'intervention de Paul Torremans ici publiée, les interventions de Randy Kay et de Konstantin Schallmoser présentant les positions allemandes et américaines. Là encore, le regard de l'industriel fut central avec l'intervention de Frédéric Le Mauff de Biomérieux.

Alors que le colloque se tenait trois jours avant la date limite de transposition, le processus n'avait pas encore abouti. Si le texte de la commission des lois de l'Assemblée nationale du 21 mars 2018 avait pu inquiéter les milieux intéressés en raison d'une transposition parfois hasardeuse, les textes du Sénat et ensuite de la commission mixte paritaire ont rassuré les inquiétudes. Le feuilleton continua dans la torpeur estivale avec la décision du Conseil constitutionnel du 26 juillet 2018. Bien que le Conseil constitutionnel ne se prononce pas sur l'éventuelle atteinte à la liberté d'expression, les dispositions en cause se bornant à tirer les conséquences inconditionnelles et précises de la directive ; le conseil exclura toute atteinte à la liberté d'entreprendre en raison de la nature « raisonnable » et proportionnée des mesures de protection. Le Conseil constitutionnel se veut aussi rassurant et pédagogique en rappelant que la non opposabilité de la protection protège efficacement les lanceurs d'alerte. Se faisant loin de certaines caricatures médiatiques, le conseil souligne l'équilibre de ce texte offrant une protection nécessaire pour préserver les secrets d'affaires sans pour autant sacrifier d'autres libertés. C'est cette loi d'équilibre qui sera finalement publiée le 31 juillet 2018 et dont ce dossier offre la première analyse exhaustive.

Édouard Treppoz et Thomas Bouvet



SOLDATOS (P.). – L'Union européenne en trajectoire perturbée. Chroniques d'espoir. – Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan, 2018. – 194 p.

Résumé de l'éditeur :

Analyse critique multiveau de la crise qui secoue l'Union européenne, aux traits diagnostiques et prescriptifs, et à l'adresse d'un vaste éventail de segments de nos sociétés (universitaires, professionnels, décideurs), en quête de clé de lecture d'une actualité européenne obscurcie par les convulsions socio-économiques et politiques de la crise, le déficit du leadership national et européen et ses dérives de populisme, d'europhobie, d'apraxie, le capharnaüm de « recettes » de solutions cacophoniques, la criante procrastination de l'UE devant les conflits régionaux et les flux migratoires.

ARTICLES / CONTRIBUTIONS

BOUCHE (N.).

- La juridiction unifiée du brevet. – *Procédures 2018. Alerte. 18.*
- Obtentions végétales. Le choc des photos. – *Propri. ind. 2018. Comm. 50.*

DEBARD (T.). – « Droit de l'Union européenne et procédure civile ». – *Encyclopédie juridique Dalloz*, juillet 2018.

DEVERS (A.).

- Compétence du notaire français pour délivrer un acte de notoriété. – *Dr. famille 2018. Comm. 228* (sept. 2018, n° 9, p. 52).
- Piqûre de rappel sur les règles de compétence en cas d'enlèvement international d'enfants. – *Dr. famille 2018. Comm. 229* (sept. 2018, n° 9, p. 52).

HEYMANN (J.). – Application du droit de l'Union européenne par la Cour de cassation – 1^{er} novembre 2017-30 avril 2018 (dir. S. Barbou des Places, A.-S. Chone-Grimaldi). – *Europe 2018. Chr. 2 (§§ 16, 17 et 20).*

JURY (F.). – Le régime des aides d'État : un moteur efficace de la politique fiscale européenne. – *RUE 2018, n° 620* (juill.-août), p. 427-435.

KARPENSCHIF (M.). – Droit des aides d'État. Décisions du 1^{er} janvier au 30 avril 2018 (Chronique avec J.-L. Sauron). – *JCP A. 2018. 2218* (juillet-août 2018, n° 30-34, p. 19-29).

LAHOUAZI (L.). – Privatisation vs nationalisation : faut-il choisir son camp ? Réflexions à partir d'une comparaison franco-britannique de l'exploitation du transport ferroviaire de voyageurs (avec A. Antoine). – *AJDA 2018, p. 1758-1764* (24 sept., n° 31).

MIGAZZI (C.). – « L'obligation d'assistance en mer et la pratique du Conseil de sécurité », p. 255-271 in *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea / dir. K. Neri.* – Naples : Editorialia Scientifica, 2018. – 320 p.

NERI (K.).

- « Le Conseil de sécurité et la mer, une pratique renouvelée? Rapport introductif », p. 11-28 in *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea / dir. K. Neri.* – Naples : Editorialia Scientifica, 2018. – 320 p.
- *L'Aquarius et l'assistance en mer : quelle(s) obligation(s) pour l'Italie ?* – *D 2018. 1376.*

NOURISSAT (C.).

- Chronique Droit du commerce international (avec G. Bourdeaux, M. Menjucq). – *JCP G 2018. Doctr. 965* (sept. 2018, n° 38).
- « Propos conclusifs », in : *Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition. Actes du colloque du 6 juin 2018 / dir. É. Treppoz, Th. Bouvet.* – *Propriété industrielle 2018. Dossier 14.*
- Droit notarial de l'Union européenne : octobre 2017-mars 2018. – *Defr. 2018. 43.*
- Droit à indemnisation de l'agent commercial en cas de rupture du contrat pendant la période d'essai. – *AJ Contrat 2018. 294.*

PAILLER (L.). – L'applicabilité spatiale du Règlement général sur la protection des données (RGPD) – Commentaire de l'article 3. – *JDI*, n° 3/2018, juillet-septembre, doctr. 9, p. 823-850.

RENNO (T.). – « L'exercice de la juridiction pénale de la France sous influence du droit international : l'exemple des individus appréhendés en Somalie pour actes de piraterie », p. 235-253 in *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea* / dir. **K. Neri**. – Naples : Editoriale Scientifica, 2018. – 320 p.

ROBERT (L.).

- « L'impact du Brexit sur les institutions de l'Union européenne », p. 143-157 in *Le Brexit dans toutes ses dimensions* / dir. B. Barraud. – Paris : L'Harmattan, 2018. – 210 p.
- « Le Conseil de sécurité et le trafic illicite de migrants : le rôle de l'Union européenne », p. 111-139 in *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea* / dir. **K. Neri**. – Naples : Editoriale Scientifica, 2018. – 320 p.

SERMET (L.). – Modes et méthodes de l'intégration régionale en Afrique – Discussions sur le prétendu miroir européen. – *RUE* 2018, n° 621 (sept.), p. 475-484.

SOLDATOS (P.). – L'Union européenne de l'interdépendance économique et son déficit de construction politique et de défense de l'idéal humaniste suprême de l'Europe : l'urgence de réviser son paradigme intégratif originel. – [Fenêtre Europe](#), 24 sept. 2018.

SURREL (H.).

- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. – [Titre VII](#), n° 1, sept. 2018.
- Droit à la liberté d'expression – Interdiction de publication et diffusion d'ouvrages « extrémistes ». – Note ss Cour EDH, 28 août 2018, *Ibragim Ibragimov e.a. c/ Russie*, n° 1413/08 et 28621/11. – *JCP G* 2018. Act. 991 (n° 39, 24 sept. 2018).
- La contribution de la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'homme à l'effectivité de la protection des données personnelles. – *RDP* 2018, p. 879-889.
- Droit à l'effacement et liberté de la presse. Note sous Cour EDH, 28 juin 2018, *M. L. et W. W. c/ Allemagne*, n° 60798/10 et 65599/10. – *JCP G* 2018. Act. 869 (n° 30-35, juill. 2018).

TREPPOZ (É.).

- « Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition (avec Th. Bouvet) », in : *Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition. Actes du colloque du 6 juin 2018* / dir. **É. Treppoz**, Th. Bouvet. – *Propriété industrielle* 2018. Dossier 6.
- « De la source à la qualification des secrets d'affaires : quels enjeux ? », in : *Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition. Actes du colloque du 6 juin 2018* / dir. **É. Treppoz**, Th. Bouvet. – *Propriété industrielle* 2018. Dossier 7.

SOUTENANCES 3^e trimestre 2018

PACCAUD Françoise. – *Le contentieux de l'environnement devant la Cour internationale de Justice.* – Thèse en droit international, codirigée par le Professeur **Stéphane Doumbé-Billé** et le Professeur **Laurence Boisson de Chazournes** et soutenue le 17 septembre 2018.

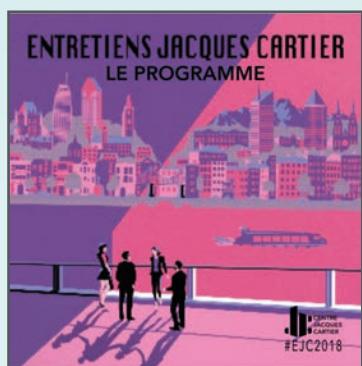


COLLOQUES / JOURNÉES D'ÉTUDES / SÉMINAIRES / CONFÉRENCES 2018

4-5 octobre 2018 (Tunis). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* Séminaire de recherche franco-tunisien organisé par le **CDI** dans le cadre du **PHC (Programme Hubert Curien) TOUBKAL 2018** (dir. sc. St. Doumbé-Billé).



11-12 octobre 2018 (Amphi Huvelin). – *Quel État de droit dans une Europe en crise ?* – Colloque international organisé par le **CEE** sous la direction scientifique de **Éric Carpano**, Professeur, Directeur du Centre d'études européennes et **Marie-Laure Basilien-Gainche**, Professeure. Avec le soutien de la **Commission européenne (Chaire Jean Monnet DMOCRIS)**, de la **Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3** de l'**Institut universitaire de France**, de la **Mission de recherche Droit et Justice**, et de l'**EDIEC**. En partenariat avec l'**Équipe de droit public de Lyon** et la **Casa de Velázquez** (Programme IDENTITÉS).



14 novembre 2018 (8h30-18h00, Musée des Beaux-Arts de Lyon). – *Art et culture à travers le prisme des nouvelles technologies et de l'innovation : entre déploiements et mutations.* – Participation du **CREDIP (E. Treppoz)** aux **Entretiens Jacques Cartier 2018**, avec le soutien de la **Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3** et de l'**Institut Droit Art Culture**. #EJC2018
Web : <https://www.centrejacquescartier.com/les-entretiens/details/entretien/art-et-culture-a-travers-le-prisme-des-nouvelles-technologies-et-de-linnovation-entre-deploieme/> et <https://www.facebook.com/events/407466049747305/>

COLLOQUES / JOURNÉES D'ÉTUDES / SÉMINAIRES / CONFÉRENCES | 2^e TRIMESTRE 2018



24 avril 2018 (Amphi Huvelin – 9h00-17h30). – *L'énergie dans tous ses États. Regards croisés France-Allemagne.* – Journée d'études organisée par le **Consortium Pau Énergie**, avec le soutien du **CEE** (dir. sc. : **B. Le Baut-Ferrarese**). Les communications du colloque sont en ligne. Merci au PAPN de Lyon 3 : <https://webtv.univ-lyon3.fr/channels/rencontresconsortium/>



25 avril 2018 (Salle de la Rotonde, 14h). – Soutenance de l'habilitation à diriger des recherches de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**.



29-30 mai 2018. – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* Séminaire de recherche franco-tunisien organisé par le **CDI** dans le cadre du **PHC (Programme Hubert Curien) TOUBKAL 2018** (dir. sc. **St. Doumbé-Billé**).



31 mai-1^{er} juin 2018 (Aix-en-Provence). – *Le juge national et l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, 10^e édition des Ateliers doctoraux du Réseau universitaire européen droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice, avec le soutien du **CREDIP**.



1^{er} juin 2018 (Salle Caillemer – 9h15-17h00). – *Les robots : quel(s) code(s) de conduite. État des lieux.* – Colloque organisé par l'équipe du **Bourgeon Junior LEXOID** de l'**EDIEC** (dir. sc. : **Julie Grangeon**), avec le soutien du **CEE**.



6 juin 2018 (Amphi Huvelin – 9h00-17h30). – *Les secrets d'affaires : de la directive à sa transposition.* – Colloque organisé par le **Centre Paul Roubier**, avec le soutien du **CREDIP** (dir. sc. : **Th. Bouvet, E. Treppoz**). Les communications du colloque sont en ligne. Merci au PAPN de Lyon 3 : <https://webtv.univ-lyon3.fr/channels/secretdaffaires/>

Les actes sont parus (dir. **É. Treppoz / Th. Bouvet**) : *Propriété industrielle*, septembre 2018, p. 8-36.

NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

1^{er} septembre 2018

- Nomination de **Jean-Sylvestre Bergé** en tant que Professeur de droit privé à l'Université Nice Sophia Antipolis.
- Nomination de **Laurence Francoz Terminal** en qualité d'Assesseur du Doyen aux relations internationales et européennes.
- Nomination de **Malik Laazouzi** en tant que Professeur de droit privé à l'Université Paris II - Panthéon-Sorbonne.
- Nomination de **Ymane Glaoua** en tant que doctorante contractuelle (CREDIP).
- Nomination de **Ludovic Pailler** en tant que directeur adjoint du Master 2 Droit international privé et comparé.
- Nomination de **Mathieu Rouy** en tant que en tant que doctorant contractuel (CEE).
- Nomination de **Jean-Pierre Viennois** en tant que responsable pédagogique du *Master Droit et ingénierie financière*.

NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

EDIEC, Équipe de droit international, européen et comparé : <http://ediec.univ-lyon3.fr>

CDI, Centre de droit international : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-droit-international/>

CEE, Centre d'études européennes : <http://cee.univ-lyon3.fr>

CREDIP, Centre de recherche sur le droit international privé :

<http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-prive>

Institut de droit comparé Édouard Lambert : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

NOUS SUIVRE SUR LES BLOCS ET RÉSEAUX SOCIAUX :

- La page  de l'EDIEC : [Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC – EA 4185](#)
- Le compte  de l'EDIEC : @ediec_4185
- Le blog de **Blanche Sousi, IDCEL** : <http://banque-notes.eu>
- Le blog de **Panayotis Soldatos, CEE** : <http://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Publications : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>

Rapports d'activité annuels : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Évaluations :

- [Notre évaluation par le HCERES \(2015\)](#)
- [Notre évaluation par l'AERES \(2010\)](#)